

<https://levenissian.fr/Reunion-des-elus-communistes-et-du>



Introduction de Serge Truscello, secrétaire de section

Réunion des élus communistes et du comité de section le 16 janvier

- Vie politique -

Date de mise en ligne : jeudi 21 janvier 2010



Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Six mois après l'arrivée de Michèle Picard à la tête de la municipalité de Vénissieux, une réunion importante€!.

Nous avons décidé en fin d'année dernière de tenir une réunion de notre Comité de Section avec le groupe communiste de la ville en ce début d'année. Avec pour objectif de faire un point, débattre de la situation politique, des enjeux plus spécifique sur la ville. Je ne reviendrais pas sur les points que nous avons abordé lors d'un C.S la semaine dernière, notamment la question des élections régionales.

Nous savons tous que 2009 a été marqué par la crise économique et financière. Nous avons déjà dit, échangé beaucoup de choses sur son origine, je n'y reviendrai pas.

Les solutions apportées par la droite au pouvoir, tant en France, qu'en Europe, cela a été, par exemple, une aide massive aux banques, aux marchés financiers, qui leur a permis en quelques mois de se refaire la cerise. En 2009 la bourse a progressée en France de 22%, même si elle avait chuté de plus de 40%, c'est quand même un sacré rétablissement pour une institution qui est à l'origine de la crise. Les banques redistribuent des bonus à tour de bras.

Cela a été aussi une aide importante aux constructeurs automobiles, 6 milliards d'euros de prêts à Renault et PSA, qui ont vus leurs résultats progresser fortement. L'action de Renault progressant par exemple de 100% en un an. Alors que sur la même période la filière automobile à perdu 34 000 emplois. Et cette baisse des effectifs n'est pas terminée. L'annonce faite par Renault de produire la Clio IV en Turquie démontre que les engagements pris en échange de l'aide de l'état ne tiennent pas face la volonté de faire encore plus de marge et cela au détriment de l'emploi en France. Même si la direction de Renault dit vouloir fabriquer un véhicule électrique à Flins.

Autre décision la suppression de la Taxe Professionnelle, parce qu'insupportable, selon le MEDEF, pour les entreprises françaises face à la concurrence et la mondialisation. Taxe remplacée par la Contribution Economique Territoriale basée sur la valeur ajoutée des entreprises et loin de compenser la Taxe Professionnelle.

Cette politique a fait exploser les comptes de l'état. La dette publique devrait atteindre 1400 milliards d'euros en 2010. Le déficit du budget devrait être de l'ordre de 120 milliards d'euros.

La droite, Sarkozy, entendent bien faire payer à la population, aux salariés, le redressement des finances de l'état. Pour exemple :

- En 2010 les politiques salariales sont au minimum, pas de coup de pouce au SMIC aux retraites. Dans la métallurgie l'orientation de toutes les négociations que se sont ouvertes c'est 0% d'augmentation.
- La fiscalisation des indemnités journalières versées aux accidentés du travail, devrait rapporter 150 millions d'euros.
- La destruction de l'emploi public continue. 36000 emplois en moins prévu en 2010. Remplacement d'un départ en retraite sur deux. C'est l'éducation nationale qui devrait être la plus touchée, avec 16000 postes en moins.
- La Taxe Carbone, impôt supplémentaire, même si pour l'instant le projet a été retoqué par la Conseil Constitutionnel, Sarkozy a annoncé qu'une nouvelle mouture devrait voir le jour rapidement.

Par contre la politique fiscale pour les plus riches, pour les entreprises reste la même. Le bouclier fiscal n'est pas remis en cause, tout comme la loi TEPA qui prévoit notamment la défiscalisation des heures supplémentaires.

Réunion des élus communistes et du comité de section le 16 janvier

Pour chapeauter tout cela il y a la réforme des collectivités territoriales, qui vient casser les fondements de notre république, notre démocratie. Remplaçant à terme le triptyque Nation-Département-Commune, par Europe-Région-Agglomération. Faisant disparaître les départements, minimisant fortement le rôle des communes. Loin de ne concerner que les élus locaux, cette réforme aura de nombreux effets sur la vie de tous. Moins de service publics de proximité, moins de démocratie, des élus moins nombreux, moins proche.

On peut faire le parallèle sur ce point avec ce que l'on connaît dans les entreprises ces dernières années avec la multiplication des multinationales, des ventes, des OPA, qui ont eu entre autre comme conséquence l'éloignement des centres de décisions, la difficulté de peser réellement sur ceux qui détiennent véritablement le pouvoir de décision.

C'est la même chose avec l'Europe et l'application de directives décidées loin des peuples et transformant en profondeur notre société.

Avec cette réforme les collectivités territoriales deviendraient de simples échelons administratifs, privées de financement et de la capacité d'agir pour satisfaire les besoins des populations.

Avec la suppression de la taxe professionnelle cela offrirait aussi aux groupes privés un énorme marché qui pour l'essentiel leur échappe jusqu'à présent.

C'est en tenant compte de tout cela que nous devons réfléchir et aborder notre activité pour les semaines et mois à venir. Et cela au niveau de la ville dans une configuration nouvelle par rapport à 2008.

Parce qu'en juin 2009 il y a eu le passage de relais à la tête de la municipalité entre André Gerin et Michèle Picard. Que ce passage de relais, bien perçue par la population, est l'occasion pour la droite, l'extrême droite, voire le PS, de tenter d'occuper le terrain, de mettre la pression sur Michèle et le groupe communiste. Je citerai par exemple l'utilisation faite par le FN du jugement concernant la mosquée, ou encore les déclarations d'élus socialistes après une décision de la SACOVIV de réaliser une expulsion ou concernant le terrain du Puizot.

Configuration nouvelle aussi parce que c'est la première fois que le maire et le député ne sont pas la même personne, en dehors des périodes où nous avons perdu la circonscription. Et je pense que si cela représente une richesse, cela demande aussi à réfléchir à la façon dont on travaille ensemble, comment on se cale dans notre activité.

Nous devons tenir compte plus que jamais que la COURLY, notre département, notre région est le terrain privilégié d'expérience politique. L'appel de JJ Queyranne à un large rassemblement du MODEM au PCF pour les régionales en est une démonstration.

Enfin nous devons prendre en compte qu'avec le redécoupage des circonscriptions, notre circonscription va se voir greffer 10 000 électeurs de plus de la commune de St Priest. Et donc que la bataille des législatives en 2012 va être encore plus ardue.

En 2008 la liste menée par André Gerin a été élue dès le 1er tour à la fois sur un bilan partagé, apprécié et sur un projet pour la ville alliant continuité et volonté politique d'aller plus loin, notamment en dégagant quelques grands axes qui structurent notre action.

- Lutte contre la grande pauvreté

- Développement humain durable et citoyen
- Relation avec l'agglomération, la COURLY, de façon à positionner Vénissieux à la place qui est la sienne, comme 3^e ville du département avec une population qui a ses besoins, ses exigences.
- L'emploi industriel
- La fiscalité locale

En ce qui concerne la fiscalité locale, la réforme des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle (même si elle est prélevée au niveau de l'agglomération) vont avoir des conséquences sur la ville, son budget. Il y a là un travail à réaliser sur ces conséquences pour informer la population, décider d'actions.

L'année dernière la décision a été prise de ne pas augmenter les impôts et les tarifs sociaux pour ne pas ajouter de la difficulté aux difficultés rencontrées par la population. Difficultés liées à la crise ou qui se sont accentuées avec elle. Il y a une réflexion dans le groupe sur le budget 2010 sa construction, augmentation ou non. J'ai toute confiance dans les élus pour maîtriser les éléments budgétaires et politiques de la construction du budget 2010. Mais je pense que nous devons réfléchir ensemble au message politique que l'on peut faire passer à la population au travers de cette question.

Comme nous devons nous saisir de ce débat pour faire mesurer les risques qu'il y aurait à laisser passer la réforme des collectivités sans qu'il y ait l'intervention des habitants, des associations qu'elles soient culturelles, sportives ou autres.

Au niveau de la section nous entendons dans les semaines à venir porter cette question fortement sur la ville.

- Le 19 janvier lancement de la distribution d'un tract à l'occasion d'un rassemblement initié par les sénateurs communistes à Paris.
- Cela sera aussi un point à l'ordre du jour des différentes rencontres que nous proposons sur la ville.

Cette question peut paraître ardue, technique, loin des préoccupations des gens, mais rappelons nous que les mêmes obstacles existaient au moment du vote sur la constitution européenne et que la population ne s'y est pas trompée.

Je pense qu'il faut aussi que la ville joue un rôle sur cette question, sous des formes à définir. Faire mesurer au secteur associatif les conséquences d'une telle réforme peut être utile.

Déjà des responsables nationaux du comité olympique se sont inquiétés des répercussions pour les clubs sportifs d'une telle réforme qui les priverait de subventions importantes, d'accès aux infrastructures sportives et mettrait un frein au développement de la pratique sportive de tous.

Nous pouvons ne pas être seuls sur cette question dans la ville.

Cette année 1/3 du mandat aura été réalisé. Ne faut-il pas réfléchir à des initiatives dans les mois à venir (du type grand rendez-vous organisé précédemment), pour faire le point avec la population des actions engagées au regard des engagements que nous avons pris avec elle en 2008 ? Cela permettrait d'occuper le terrain, de décider nous de ce qui rythme la vie politique de la ville. Et à Michèle de s'approprier auprès de la population la poursuite de l'élaboration et de la réalisation de ce programme municipale.

2009 a été une année difficile pour la population, la crise ayant laissé des traces profondes. Mais cela a été aussi une année de mobilisations fortes dans bien des domaines. Les rassemblements du début de l'année ont été

massifs, importants. Le vote sur le refus de privatisation de la poste a mobilisé fortement les gens.

Les possibilités de résistance à ce qui peut paraître un rouleau compresseur du pouvoir, de la droite, du capitalisme, existent.

Nous avons notre rôle à jouer dans la construction de ces mobilisations. Dans la mise en commun. Dans notre société, face à des forces politiques qui jouent sur la division, travailler à l'unité du peuple est indispensable.